Communiqué de presse 25/10/2016

Renoncer au CETA et rénover les pratiques démocratiques.

Le Collectif Stop Tafta du Calvados se réjouit du refus du Parlement wallon d'accorder sa signature à la Belgique pour signer le CETA, l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada. Le Collectif appelle toutefois à la vigilance face aux pressions et manœuvres politiques des institutions européennes et des Etats membres pour faire passer cet accord.

Le CETA accentuera la crise agricole. Son véritable but n'est pas tant le libre-échange que de remettre en cause toutes les normes de protections sociales, environnementales, sanitaires, etc. qui seraient considérées par les multinationales comme des obstacles à leurs profits. Les objectifs du CETA vont à l'encontre des engagements de la COP21. Avec les tribunaux arbitraux, le CETA veut donner aux multinationales un outil juridique leur permettant de poursuivre en "justice" les Etats. Avec le CETA, l'intérêt privé des multinationales sera supérieur à l'intérêt général. Contrairement à ce que prétend M. Fekl, le Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, le CETA n'est pas l'anti-TAFTA (accord UE-Etats Unis) mais son Cheval de Troie. Car derrière le CETA il y a le TAFTA !

La détermination des parlementaires wallons a été exemplaire. Il faut espérer qu'elle sera suivie par d'autres parlements d'Europe, à commencer par celui de France, où de nombreux députés et sénateurs ont publiquement exprimé craintes et réticences à l'égard de ce traité. Il faut espérer aussi qu'il y aura enfin, en France, un débat public avec les citoyens, les associations, les syndicats, les collectivités territoriales, etc. sur les traités économiques internationaux, le CETA, le TAFTA, le TiSA (Accord sur le Commerce des Services) et les accords avec les pays du Tiers-Monde.

Dans le Calvados, le Collectif Stop Tafta 14 a rendu visite aux Parlementaires du PS (car c'est le parti au pouvoir), Mesdames L. Dumont et C. Féret, Messieurs Ph. Duron, G. Bailliart. Force est de constater leur méconnaissance du CETA et de ses implications sur la société. Le Collectif n'a rencontré que frilosité et aveuglement vis-à-vis des directives gouvernementales. Un débat public et ouvert est indispensable !

Dans la suite du Parlement wallon, il faut rejeter le CETA, et faire de même avec le TAFTA. Il faut rénover les pratiques démocratiques pour défendre l'intérêt général des attaques des multinationales et de leurs serviteurs.

le Collectif Stop Tafta 14
calvados@collectifstoptafta.org
http://www.stoptafta14.org/
https://www.facebook.com/collectifstoptafta14
@StopTafta14
06.85.73.26.41